

Picqué : « Il faut aller au fond du débat sur l'organisation de Bruxelles »

RÉGION Le président du parlement veut organiser des sessions sur l'avenir de la capitale

- ▶ Suite aux différents projets visant à « réinventer Bruxelles », Charles Picqué (PS) s'inquiète du risque de divisions internes entre Bruxellois.
- ▶ Il propose deux semaines de discussions avec les députés pour « débattre sereinement ».

Ces derniers mois, plusieurs ténors politiques ont lancé des idées pour réinventer Bruxelles : Pascal Smet (SPA) veut une seule entité pour toute la Région, Zakia Khattabi (Ecolo) veut supprimer les communautés linguistiques, le CDH veut un grand audit de la capitale... Ces déclarations par voie de presse amènent le président du parlement bruxellois, Charles Picqué (PS), également bourgmestre de Saint-Gilles, à sortir de sa réserve. Et à faire des propositions. Notamment : celle d'organiser un débat au parlement sur l'organisation de Bruxelles. Voyons...

1 Deux risques : la menace de divisions internes et l'isolement institutionnel de Bruxelles. Pour justifier sa démarche, Charles Picqué s'inquiète de deux dangers. Le premier : le risque de divisions internes à Bruxelles. Il énumère : « Aujourd'hui, il y a le CDH qui a un pied dedans, un pied dehors, il y a des débats qui fâchent les néerlandophones et les francophones comme la fusion des zones de police, il y a parfois des menaces de majorités alternatives, on voit aussi des divergences tactiques sur des alliances pour demain, style MR-N-VA. Quand le MR dit qu'il pourrait travailler avec la N-VA, cela revient à introduire les germes d'une division entre francophones. »

Le socialiste s'inquiète aussi du risque d'une distanciation croissante entre Bruxelles et les autres niveaux de pouvoir, ce

qu'il appelle « le spectre de l'isolement institutionnel ». Précisions : « Tout en étant attentif et ferme sur la protection des intérêts de Bruxelles, il faut absolument faire le pari du dialogue et imaginer des méthodes de contractualisation, de concertation et de médiation. »

2 Des propositions pour davantage de coordination. Ces deux constats posés, Charles Picqué formule une série de propositions pour instaurer « une nouvelle culture de la médiation ». L'objectif : dépasser

une « culture de l'échec de la coordination » qui ne sert ni Bruxelles, ni les autres niveaux de pouvoir. Les exemples de « ratés » récents ne manquent pas : le Stade national, l'élargissement du ring, Vivaqua (où il y a eu des soucis avec les communes flamandes)...

Il propose ainsi de mettre en place des contrats de législation : cela signifie que chaque niveau de pouvoir consacre, dans sa déclaration de politique générale, un chapitre sur ses relations avec ses voisins. Cette formule pourrait être utilisée pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour garantir une prise en compte des spécificités bruxelloises au niveau de l'enseignement par exemple (le ministre-président Rudi Vervoort a récemment réclamé un Pacte d'excellence bruxellois). Charles Picqué développe : « Je peux m'inscrire dans l'idée qu'il faut tenir compte de la spécificité bruxelloise, ou liégeoise ou carallo. Mais, de grâce !, arrêtons ce qui ressemble à un régionalisme

de repli, qui est aussi un isolement dangereux de Bruxelles. »

Et avec les Flamands ? Vu l'échec de la mise sur pied d'une communauté métropolitaine (organe de concertation entre Bruxelles et la Flandre prévu par la sixième réforme de l'Etat), le président du parlement propose d'installer une commission interparlementaire permanente ou un comité de concertation entre les deux Régions. « Un organe qui ne se limiterait pas à la recherche de solutions aux conflits », insiste-t-il. Un tel comité devrait, selon lui, exister avec la Wallonie également.

Pour une meilleure coordination avec le fédéral, Charles Picqué propose d'étendre les missions d'un organe existant : le comité de concertation Beliris (qui ne s'occupe pour le moment que de l'enveloppe Beliris, le fonds du fédéral pour les projets bruxellois). « Nous pourrions profiter du pacte d'investissement de Charles Michel pour redynamiser ce comité. »

3 Des propositions pour repenser les relations communes-Région. Le socialiste

veut aussi réfléchir à une meilleure articulation entre la Région bruxelloise et les 19 communes qui la composent. « Il faut voir comment associer les communes en amont des travaux parlementaires. Elles doivent être consultées sur les réformes qui les toucheraient dans leur fonctionnement. C'est d'autant plus nécessaire si on va vers un décumul qui risquerait de couper les deux niveaux

de pouvoir. »

4 Un débat au parlement régional après les élections communales. Concrètement, Charles Picqué propose d'organiser, au parlement bruxellois, une à deux semaines de débats sur ces deux sujets (la coordination entre niveaux de pouvoir et la relation Région-communes), après les élections communales de 2018. Entre ce scrutin et celui, régional, de 2019, il estime qu'il y a une « fenêtre de tir » pour aboutir à des recommandations.

Ces dernières pourraient être approfondies dans la déclaration de politique régionale de la prochaine majorité régionale. Le Saint-Gillois veut un débat sans tabou : l'idée de fusion partielle de communes pourra y être abordée, comme celle des frontières communales. « Il faut une réflexion commune, pour aller au fond d'un débat qui a souvent l'air d'un dialogue de sourds », soutient-il.

Ce débat commun est selon lui nécessaire : « Il faut vrai-

ment parler sereinement des choses. Entendre des experts, procéder à des études, objectiver les choses. Aujourd'hui, chacun s'envoie des arguments d'autorité à la tête. Il faut travailler ensemble. Aujourd'hui, les différents partis font la course dans des couloirs séparés sur la piste. À un moment donné, il faut pouvoir courir ensemble. »

Reste à voir si les différents partis seront prêts à jouer le jeu. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

ANALYSE

Du concret

L'organisation de Bruxelles déchaîne les passions ces derniers temps ; il faut dire qu'avec une Région, 19 communes dont une qui prend beaucoup de place (la Ville de Bruxelles), 19 CPAS, six zones de police, quatre assemblées parlementaires, le cadre est loin d'être simple. Charles Picqué tient à replacer cette « lasagne institutionnelle » dans son contexte : *« Chacun y va un peu de son idée sur les améliorations à apporter à Bruxelles et son organisation. Mais il ne faut jamais oublier que tout cela est le résultat de compromis successifs. Ce modèle a dû intégrer des visions très différentes de la structure de l'Etat. »* On ne change rien, alors ? Si. Conscient des limites du modèles, Charles Picqué fait une proposition concrète : deux semaines de débats au parlement. Une mise à plat sereine et objective des différentes propositions (pour des améliorations en interne à la Région mais aussi en externe, avec les autres niveaux de pouvoir). Cela permettra-t-il de faire avancer le paquebot bruxellois ? La formule proposée, déjà utilisée par le parlement sur la gouvernance, a permis d'aboutir à des textes. Et pourquoi pas sur l'organisation de Bruxelles ? L'invitation est lancée. Quant aux sujets délicats comme la fusion des communes, le leitmotiv du président du parlement est le suivant : *« La seule question qu'on doit poser : comment satisferont-nous le mieux, et avec quels acteurs, les attentes de la population ? »*

A.-C.B.